

de la résolution 935 du Conseil de sécurité qui a créé une commission d'enquête sur les massacres au Rwanda. Elle tiendra à la disposition de cette commission toutes les informations qu'elle aura pu recueillir. Les auteurs des massacres devront assumer la responsabilité de leurs actes devant la communauté internationale.

Monsieur le Président,

Le sort d'un peuple et d'un pays dépend de notre capacité à agir pour que la mission de paix des Nations unies puisse être menée à bien.

Telle est la raison de ma présence aujourd'hui ; la France, que lient à l'Afrique des liens anciens d'amitié et de solidarité devait mobiliser son énergie au service d'un peuple martyr.

Il est aujourd'hui essentiel que son effort soit relayé par l'ensemble de la communauté internationale. Le Président Senghor se faisait, il y a quelques années, l'avocat de "la civilisation de l'Universel". C'est cette civilisation qui doit inspirer notre Organisation et nous amener à agir en faveur de tel ou tel pays non point en fonction de sa taille, de sa richesse ou de sa culture, mais tout simplement parce qu'il est égal en droit à tous les autres et parce qu'il est dans le besoin. Tel est le cas du Rwanda aujourd'hui, un pays dévasté, une population déchirée et déracinée. Si nous savons répondre à l'appel à la justice et à la solidarité qu'il nous lance, notre communauté internationale aura franchi un nouveau pas vers une société internationale où le droit soit mieux respecté, une société plus juste.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

PARIS, 11 JUILLET 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à Europe 1

Rwanda - action de la France - relais avec la MINUAR II

Q - Edouard Balladur accompagné d'Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, doit rappeler aux Nations unies que la France n'est au Rwanda que pour assurer le relais avec une force d'intervention de l'ONU. Les explications d'Alain Juppé.

R - Le Premier ministre sensibilisera le Conseil de sécurité sur deux urgences.

La première, c'est l'organisation de la relève sur le terrain. Nous l'avons toujours dit : "Turquoise" s'achèvera fin juillet-début août. Il est donc important que les contingents de la MINUAR comme on dit, c'est-à-dire de la force des Nations unies pour le Rwanda, se déploient sur le terrain pour prendre la relève.

Deuxième urgence, c'est l'assistance humanitaire. Il y a maintenant près d'un million ou même plus d'un million de réfugiés dans la zone de sûreté que nous sécurisons. Nous ne pouvons pas, à nous tout seuls, approvisionner cette population. Il faut 500 tonnes de vivres et de médicaments par jour !

J'ai déjà mobilisé les organisations humanitaires en

les réunissant à Paris il y a 48 heures et le Premier ministre souhaite mobiliser les agences des Nations unies, le programme alimentaire mondial, le HCR, le Haut Commissariat aux Réfugiés, etc... pour qu'ils nous aident à faire face à ce qui est sans doute à l'heure où nous parlons la plus grande catastrophe humanitaire que connaît la planète.

PARIS, 12 JUILLET 1994

Déclarations du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'issue de son entretien avec le Président égyptien, M. Hosni Moubarak

France - Egypte

Les relations entre la France et l'Egypte sont très bonnes, confiantes, efficaces, nous avons beaucoup de choses à nous dire. Nous avons parlé, bien sûr, du Rwanda et j'ai expliqué au Président Moubarak les intentions qui étaient celles du Premier ministre français lorsqu'il est allé hier devant le Conseil de sécurité à New York. Nous avons également parlé de la situation en Bosnie, puisque je vais m'envoler dans quelques heures pour Zagreb puis Belgrade et la Bosnie. Et nous avons également évoqué bien d'autres sujets, la situation au Yémen par exemple, ainsi que notre coopération bilatérale tout à fait excellente, puisque nous préparons une grande exposition des peintres du Caire à Paris au mois d'octobre prochain.

Proche-Orient - aide aux Territoires palestiniens

Q - Avez-vous discuté de l'aide à apporter aux Palestiniens pour...

R - Oui, bien sûr nous en avons parlé. Vous savez que la France a beaucoup poussé à Naples pour que lors de la réunion du G7 ou du G8, les grandes puissances s'engagent à accélérer l'aide à l'Autorité palestinienne, notamment pour lui permettre de faire fonctionner ses services publics.

PARIS, 12 JUILLET 1994

Point de presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'issue de son audition par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Rwanda - intervention du Premier ministre au Conseil de sécurité - action humanitaire de la France

J'ai traité devant la Commission des Affaires étrangères des quatre sujets qui avaient été proposés. D'abord, un rapide bilan du sommet de Naples, G7 et G8. Je n'y reviendrai pas puisque vous avez déjà tous les éléments. J'ai ensuite parlé de la situation au Rwanda, et de la situation en Bosnie, et c'est sur ces